

LOI N° 2006-20 DU 17 NOVEMBRE 2006

Portant loi de finances rectificative
pour la gestion 2006.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 14 novembre 2006,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L' EQUILIBRE FINANCIER

TITRE 1

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article 1^{er} : Sous réserve des dispositions de la présente loi, continueront d'être opérées, pendant l'année 2006, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur:

1. La perception des impôts, taxes, rémunérations des services rendus par l'Etat, produits et revenus affectés à l'Etat;
2. La perception des impôts, taxes, produits et revenus affectés aux collectivités locales, aux établissements publics et organismes divers dûment habilités.

En ce qui concerne les impôts sur revenus, sauf précision contraire contenue dans le texte des mesures fiscales énoncées, les dispositions de la présente loi s'appliquent aux revenus de l'exercice clos au 31 décembre 2005.

Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, ne sont pas autorisées, sous peine de poursuite, contre les fonctionnaires et agents qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois (03) années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception:

Sont également punissables des peines prévues à l'encontre des concussionnaires, tous détenteurs de l'Autorité Publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôt ou taxe publique, ou auront effectué gratuitement la délivrance des produits des établissements de l'Etat.

Ces dispositions sont applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales qui auront effectué gratuitement sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance des produits ou services de ces entreprises.

Article 2: Les ressources de la présente loi portant loi de finances rectificative pour la gestion 2006. sont réévaluées à 617 977 millions de francs et comprennent:

A- Les ressources intérieures:		419 940 millions de francs
Recettes des administrations financières	.	392 338 millions de francs
• Douanes	.	186 736 millions de francs
• Impôts	.	189 607 millions de francs
* Trésor	.	15995 millions de francs
- Budget d'investissements de l'administration centrale (collectivités locales. entreprises publiques)		773 millions de francs
- Budgets annexes (Budget du Fonds National des Retraités du Bénin) ...		15 009 millions de francs
- Budget de la Caisse Autonome d'Amortissement.....		6945 millions de francs
- Budget du Fonds Routier.....		2 508 millions de francs
- Comptes spéciaux du trésor.....		2 367 millions de francs
<i>(dont comptes de prêt : <u>36 millions de francs</u>)</i>		
B- Les ressources extérieures:		188 037 millions de francs
- Dons projets.....	40754	millions de francs
- Prêts projets.....	66 686	millions de francs
- Allègement de la dette.....	39900	millions de francs
- Aides budgétaires	40 697	millions de francs
C- Les ressources extraordinaires:		
Cession d'actifs		10000 millions de francs.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES
ET AUX OPERATIONS DE TRESORERIE

A- DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Article 3: Sous réserve des dispositions de la présente loi, les dispositions législatives et réglementaires relatives aux charges de l'Etat demeurent en vigueur.

Article 4: Le montant des crédits ouverts au budget général de l'Etat remanié pour la gestion 2006 est fixé à 614 456 millions de francs se décomposant comme suit:

- Dépenses ordinaires	376 680	millions de francs
- Dépenses en capital.....	203 176	millions de francs
- Dépenses du budget annexe.....	24 411	millions de francs
- Dépenses des autres budgets	10 189	millions de francs

B- DISPOSITIONS RELATIVES AUX OPERATIONS DE TRESORERIE

Article 5: Les charges nettes de cette loi portant loi de finances rectificative pour la gestion 2006 sont réévaluées à 617 977 millions de francs se décomposant comme ci-après:

- Crédits ouverts au budget général de l'Etat remanié, gestion 2006	614 456	millions de francs
<i>dont variation nette des arriérés</i> 0...	12 200	millions de francs
- Comptes spéciaux du trésor	3 521	millions de francs

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L' EQUILIBRE
DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 6-a : La loi portant loi de finances rectificative pour la gestion 2006 dégage, par rapport aux ressources internes, un besoin de financement de 198037 millions de francs déterminé ainsi qu'il suit:

TABLEAU D'EQUILIBRE GENERAL DE LA LOI DE FINANCES GESTION 2006 REVISE

(en millions de franca)

OPERATIONS	RESSOURCES		CHARGES		SOLDE	
	2006	2006 Rév	2006	2006 Rev	2006	2006 Rév
A - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF	419904	419904	614737	617977	-194833	-198073
1 - BUDGET GENERAL DE L'ETAT	417 573	417 573	599016	602256	-181 443	-184683
1 - Budget des Institutions et Ministères.	393111	393111	564 416	567 656	-171305	-174545
a - Recettes des Régies	392338	392338			392338	392338
b - BIAC	773	773			773	773
c - Dépenses ordinaires hors arriérés			368 732	364 480	-368732	-364 480
d - Dépenses en capital			195684	203176	-195684	-203176
2 - Budget Annexe... "	15009	15009	24411	24411	-9402	-9402
- Fonds National des Retraites du Bénin	15009	15009	24411	24411	-9402	-9402
3 - Autres Budgets.....	9453	9453	10189	10189	-736	-736
a - Caisse Autonome d'Amortissement.	6945	6945	1388	1388	5557	5557
b - Fonds Routier.....	2508	2508	8801	8801	-6293	-6293
II - VARIATION NETTE DES ARRIERES.....			12200	12200	-12200	-12200
III - COMPTE D'AFFECTION SPECIALE	2331	2331	3521	3521	-1190	-1190
- Compte SYDONIA			1190	1190	-1190	-1 190
- Compte Maintien de la Paix	2331	2331	2331	2331	0	0
B - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE	36	36			36	36
I - COMPTES DE PRET	36	36			36	36
II - COMPTES D'AVANCE						
SOUS-TOTAL	419940	419940	614737	617 977		
C - BESOIN DE FINANCEMENT DE LA LOI DE FINANCES					-194797	-198037
D - RESSOURCES INTERIEURES	In nnn	In nnn				
CESSION D'ACTIFS	10000	10000				
E • RESSOURCES EXTERIEURES (FINANCEMENT)	184797	188037				
I - DONS PROJETS	40754	40754				
II - PRETS PROJETS	69646	66686				
III - ALLEGEMENTS DE LA DETTE	25000	39900				
IV AIDES BUDGETAIRES	49397	40697				
TOTAL GENERAL	614737	617 977	614737	617 977		

0
4

Article 6-b : Le besoin de financement dégagé par la présente loi de finances rectificative sera couvert par :

- l'utilisation des ressources extraordinaires résultant de la cession d'actifs pour un montant net de 10 000 millions de francs;

- l'utilisation des ressources extérieures mobilisées à concurrence de 188 037 millions de francs se décomposant comme suit:

• Dons projets :	..	40754 millions de francs
• Prêts projets :	.	66 686 millions de francs
• Aides budgétaires :	.	40 697 millions de francs
• Allègement de la dette:	.	39 900 millions de francs

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES

1- BUDGET GENERAL

Article 7: Les crédits ouverts au budget général de l'Etat remanié pour la gestion 2006 sont arrêtés à 614 456 millions de francs.

Ces crédits sont répartis par Institution de l'Etat et par Ministère conformément aux tableaux en annexe.

Article 8: Les crédits remaniés ouverts aux budgets des Institutions de l'Etat et ministères au titre des dépenses ordinaires se chiffrent à 376 680 millions de francs et sont répartis comme suit:

1- Dette publique.....	44 153 millions de francs
2- Dépenses,de personnel	145 149 millions de francs
3- Dépenses de fonctionnement.....	95090 millions de francs
4- Dépenses de transfert.....	92 288 millions de francs

11- BUDGET ANNEXE

Article 9: Le montant des crédits ouverts au budget du Fonds National des Retraités du Bénin pour la gestion 2006. est fixé à 24 411 millions de francs.

III - AUTRES BUDGETS

Article 10: Les crédits ouverts aux autres budgets pour la gestion 2006 sont chiffrés à 10 189 millions de francs et décomposés comme suit:

- Caisse Autonome d'Amortissement: 1 388 millions de francs.
(Dépenses de fonctionnement)
- Fonds Routier:..... 8 801 millions de francs.
(Non compris la subvention de 900 millions du budget national et, de 5247 millions au titre de l'appui de l'Union Européenne)

TROISIEME PARTIE

DISPOSITIONS FINALES

Article 11 : Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente loi.

Article 12 : La présente loi de finances rectificative sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Cotonou, le 17 novembre 2006,

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,


Dr Boni Y A Y I

Le Ministre Délégué Chargé du Budget
auprès du Ministre du Développement,
de l'Economie et des Finances,

Le Ministre du Développement,
de l'Economie et des Finances,


Albert Sègbégnon HOUNGBO


Pascal Irénée KOUPAKI

AMPLIATIONS: PR 6 AN 4 CC 2 CS 2 HAAC 2 HCJ2 CES 2 MDEF 4 MJCRI-PPG 4
AUTRES MINISTERES 19 DGBM-DCF- DGTCP- DGID- DGDDI 5 BN-DAN-DLC 3 GCONB-
DGCST-INSAE-IGE 4 BCP-CSN -IGAA 3 UAC-ENAM-FADESP 3 UNIPAR-FDSP 02 JO 1.

ANNEXES

A. 6 U O G E T G E N E R A L O E L ' E T A T , G E S T I O N 2 0 0 6 R E M A N I E

1-DEPENSES REPARTIES

(après préarrêté)

(En Milliers d. Francs)

SEC- TIONS	INSTITUTIONS DE L'ETAT ET MINISTERES	DEPENSES DE PERSONNEL	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	DEPENSES DE TRANSFERT	ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS	DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL PAR SECTION
						FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMENT EXTERIEUR	
20	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1241457	2919427	265764	930377	807 143		6184168
10	ASSEMBLEE NATIONALE	3402 100	2305675	114000	140760			5962535
11	COUR CONSTITUTIONNELLE	416071	313561	2864	48335	16900		797771
12	COUR SUPREME	719364	556 767	304367	33793	60577		1674900
13	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	638745	365516	5000	43700	44423		1097386
14	HAUTE AUTORITE DE L'AUDIO- VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	461305	565777		121354	222921		1 411 357
15	HAUTE COUR DE JUSTICE	204 754	278257	1600	38529	29500		552646
22	M.D.N.	16706291	3 684 964	436111	2 443 302	1190711		24463459
23	M.S.P.C.L.	5710927	3016850	7294 167	2096043	921 959	730 000	19773946
32	M.D.C.C.N.T/P.R.	258996	464062	1 068007	46983	1 105379		2946227
36	M.S.	5518321	12069094	11944785	216636	11330551	9332000	50411387
37	M. M. E. E.	592673	939876	1 121 932	242 289	5120725	13233506	21 251195
39	M.A.E.P.	5000216	2263696	298.46113	416212	9491 207	11555000	31 730.998
41	M. F. F. E.	704552	775364	2454301	246691	631 354	116 000	4930262
42	M.E.P.S.	44510766	11 769674	15634058	2490219.	8 184 014	4550000	67 138 733
45	M.A.E.	7933065	3379005	8513	440294	1808911		13569806
40	M.D.C.I. A. O.E./M.A.E,	133967	374721	139840	90395	160000		890 923
47	M.D.E.F.	1836 190	1 9690.95	1 705564	2987 681	7007342	4730000	19335672
48	M.D.C.6.f.M.D.E.F.	3606054	1 923366	936659	73465	2470509	764000	9774253
49	M.D.C.M.PME./M.D.E.F.	192391	309165	1350275	73465	1 715750	764000	5 475 046
50	M.J. C:R.I.P.P.G.	1421023	2404 552	747034	99240	1953294	663000	7468 143
51	M.O.C.T.T.P.U./P. R.	1 103236	1 191 347	2414527	30970	25 039 416	44742500	74521 996
52	M. T. I. P.	673974	866 594	1 731 578	665 221	153 282	295 000	4 585 649
53	M.R.A./	238821	242 516	10000	02000	152 010	115 000	838 957
54	M.r.C.	575263	716 183	627554	108207	2714172	2,700 000	7441 399
55	M.E.P.N.	675108	534 164	1 127545	46624	3719000	8545000	14 647 441
56	M. T. A.	340 998	439084	1 621 717	37523	1086000	153000	3661 122
57	M.C.S.L.	013307	468 136	1 928 104	45603	3692068	20000	6967218
58	M.E.S.F.P.	7441267	3463533	11146037	538022	4 130791	3212000	29 954 450
59								
	TOTAL	113291246	59732665	69150406	14 000 013	94962719	107440000	4594572.49

RECAPITULATION -DES PREVISIONS BUDGETAIRES DE DEPENSES

(En millions de FCFA)

1998-11-21 AM

(Sect. ordinaire)

SEC	1	GESTION 2006							GESTION 2006 REMANIE										
		INSTITUTIONS DE L'ETAT ET MINISTERE		Dépenses de personnel	Achats de biens et services	Dépenses de transfert	Acquisitions et Grosses Réparations	Dépenses en Capital		Dépenses de personnel	Achats de biens et services	Dépenses de transfert	Acquisitions et Grosses Réparations	Dépenses en Capital		Total 2006 Remanie (b)	Repart. des dépenses en %	Variation en %	
								Financement Intérieur	Financement Extérieur					Financement Intérieur	Financement Extérieur				
20		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	124 587	2 919 427	285 784	930 377	807 143		6 184 168	1,29%	1 241 457	2 919 427	285 784	930 377	807 143	6 841 668	1,25%	0,00%	
21		ASSEMBLEE NATIONALE	3 402 000	2 305 675	114 000	140 760		5 962 535	1,34%	3 402 000	2 305 675	114 000	140 760		5 962 535	1,30%	0,00%		
11		COUR CONSTITUTIONNELLE	418 071	313 581	2 844	43 335	16 900		797 771	0,18%	418 071	313 581	2 844	43 335	16 900	797 771	0,17%	0,00%	
12		COUR SUPREME	719 364	556 787	304 387	33 793	60 577		1 674 908	0,38%	719 364	556 787	304 387	33 793	60 577	1 674 908	0,36%	0,00%	
13		CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	634 745	365 518	5 000	3 700	44 423		1 097 386	0,25%	634 745	365 518	5 000	43 700	44 423	1 097 386	0,24%	0,00%	
14		HAUTE AUTORITE AUDIO. & COMM.	481 305	585 777		121 354	222 921		1 309 357	0,32%	481 305	585 777	0	121 354	222 921	1 309 357	0,31%	0,00%	
15		HAUTE COUR DE JUSTICE	204 754	278 257	1 600	38 529	29 500		552 640	0,12%	204 754	278 257	1 600	38 529	29 500	552 640	0,12%	0,00%	
22		M.O.N.	16 708 291	3 684 964	438 111	2 443 382	1 190 111		24 463 459	5,48%	16 708 291	3 684 964	438 111	2 443 382	1 190 711	24 463 459	5,32%	0,00%	
23		M.S.P.C.L	5 710 927	3 018 850	7 294 167	2 098 043	921 859	730 000	19 773 94	4,43%	5 710 927	3 018 850	7 294 167	2 098 043	921 859	19 773 946	4,30%	0,00%	
32		M.D.C.C.N.T.I.P.R.	254 894	464 062	1 064 807	41 983	105 379		2 948 227	0,64%	254 894	464 062	1 064 807	41 983	105 379	2 948 227	0,64%	0,00%	
36		M.S.	5 518 321	11 369 094	10 143 802	216 634	9 630 551	9 332 000	22 504 504	10,25%	5 518 321	11 369 094	10 143 802	216 634	9 332 000	50 011 387	10,97%	9,09%	
37		M.M.EE.	582 873	938 876	1 121 932	242 289	3 738 725	10 223 500	19 870 195	4,45%	582 873	938 876	1 121 932	242 289	3 738 725	13 223 500	21 251 195	4,63%	6,95%
39		M.A.E.P.	5 000 218	2 283 494	2 944 843	416 212	7 391 207	12 055 000	30 130 914	6,75%	5 000 218	2 283 494	2 944 843	416 212	7 391 207	11 559 000	31 730 958	6,91%	5,31%
41		M.F.FE	704 552	2 454 301	2 454 301	248 681	331 354	0	4 630 262	1,04%	704 552	2 454 301	2 454 301	248 681	331 354	116 000	4 930 262	1,07%	6,48%
42		M.E.P.S.	510 768	9 567 362	14 864 458	2 490 219	6 059 014	4 850 000	82 141 821	8,44%	510 768	9 567 362	14 864 458	2 490 219	6 059 014	4 550 000	87 138 733	18,97%	6,08%
45		M.A.E.	7 833 085	3 379 005	8 513	440 294	1 808 911	13 569 808	13 569 808	3,04%	7 833 085	3 379 005	8 513	440 294	1 808 911	13 569 808	2,95%	0,00%	
46		M.D.C.A.-BEI.M.A.E.	133 967	374 721	139 840	90 395	110 000	698 823	133 967	0,20%	133 967	374 721	139 840	90 395	110 000	698 823	0,20%	0,00%	
47		M.D.E.F.	1 836 190	0 690 905	1 705 564	2 987 681	4 111 137	5 230 000	17 469 467	3,92%	1 836 190	0 690 905	1 705 564	2 987 681	4 111 137	17 469 467	3,92%	0,00%	
48		M.D.C.B./M.D.E.F.	3 606 054	1 923 368	936 859	73 465	2 470 509	764 000	9 774 253	2,19%	3 606 054	1 923 368	936 859	73 465	2 470 509	764 000	9 774 253	2,13%	0,00%
49		M.D.C.M.P.E./M.D.E.F.	182 381	309 165	1 350 375	73 465	1 715 750	0	5 425 048	1,22%	182 381	309 165	1 350 375	73 465	1 715 750	1 784 000	5 425 048	1,18%	0,00%
50		M.J.C.R.I.-P.P.G.	421 023	2 404 552	747 034	99 240	1 953 294	863 000	1 100 000	1,64%	421 023	2 404 552	747 034	99 240	1 953 294	863 000	1 100 000	1,63%	0,00%
51		M.D.C.T.T.U.P.R.	1 103 236	11 637 347	2 142 277	30 970	25 039 416	45 242 500	75 021 996	16,81%	1 103 236	11 637 347	2 142 277	30 970	25 039 416	44 742 500	74 521 996	16,27%	-0,67%
52		M.T.F.P.	873 974	866 594	731 571	665 221	153 282	295 000	585 649	1,03%	873 974	866 594	731 571	665 221	153 282	295 000	585 649	1,00%	0,00%
53		M.R.A.I.	236 621	242 518	0	82 010	152 820	5 000	834 957	0,19%	236 621	242 518	0	82 010	152 820	5 000	834 957	0,18%	0,00%
54		M.I.C.	575 283	71 183	627 554	10 207	2 214 172	3 000 000	7 341 399	1,64%	575 283	71 183	627 554	10 207	2 214 172	2 700 000	1 100 399	1,62%	1,36%
55		MEPN	675 101	534 164	127 545	46 624	3 719 000	9 045 000	15 147 441	3,39%	675 101	534 164	127 545	46 624	3 719 000	8 543 000	14 647 441	3,19%	-3,30%
56		M.T.A.	340 998	439 884	621 711	37 523	1 088 010	153 000	3 681 122	0,82%	340 998	439 884	621 711	37 523	1 088 010	153 000	3 681 122	0,80%	0,00%
57		M.C.S.L	813 307	468 138	928 104	45 803	2 000	6 967 218	1 133 307	1,56%	813 307	468 138	928 104	45 803	2 000	6 967 218	1,52%	0,00%	
58		M.E.S.F.P	7 441 267	3 483 533	11 148 837	538 022	4 130 791	3 472 000	30 214 450	6,77%	7 441 267	3 483 533	11 148 837	538 022	4 130 791	29 954 450	6,52%	-0,86%	
TOTAL			113 291 246	56 830 553	46 379 823	14 880 013	84 510 514	110 400 000	610 441 349	100,00%	113 291 246	59 732 865	69 150 406	14 880 013	94 962 719	107 440 000	613 682 349	100,00%	0,53%
Dette publique			0	0	0	0	0	0	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0,00%	0,00%	
Dépenses communes			11 977 100	3 683 059	252 000	0	0	0	44 153 000	34,04%	11 977 100	3 683 059	252 000	0	0	0	44 153 000	36,91%	0,00%
Dépenses diverses			100 000	15 993 941	7 900 000	0	0	0	22 912 159	11,89%	100 000	15 993 941	7 900 000	0	0	0	25 213 659	21,08%	10,04%
Interventions publiques			0	0	33 400 000	0	0	0	18 883 94	13,03%	0	0	33 400 000	0	0	0	18 362 441	13,68%	-3,09%
Dép. d'exercices clos			1 000 000	100 000	0	0	0	0	33 000 000	25,78%	1 000 000	100 000	0	0	0	0	21 696 000	18,14%	-35,04%
TOTAL 2			3 000 000	20 777 000	34 842 000	0	0	0	12 200 000	9,42%	3 000 000	20 777 000	34 842 000	0	0	0	12 200 000	10,20%	0,00%
TOTAL 3			513 660	473 657	33 399 000	213 683	0	0	3 000 000	100,00%	513 660	473 657	33 399 000	213 683	0	0	34 600 000	100,00%	0,00%
TOTAUX 1-2-3			143 882 006	77 711 20	134 820 923	15 093 896	84 510 510	110 400 000	610 441 349	100,00%	145 862 006	80 683 522	125 687 406	15 093 896	94 962 719	107 440 000	613 682 349	100,00%	0,53%
REPARTITION			73,57%	12,74%	72,05%	2,47%	13,84%	18,09%	92,77%	23,74%	13,15%	20,48%	2,46%	15,47%	17,51%	92,81%	0,53%	0,53%	

2-DEPENSES NON REPARTIES

(En Milliers de Francs)

SEC-TIONS	DESIGNATION	DEPENSES De PERSONNEL	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	DEPENSES DE TRANSFERT	ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS	DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL PAR SECTION
						FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMENT EXTERIEUR	
	CEPTE PUBLIQUE					.		44 153 000
	DEPENSES COMMUNES	20757 100	4204559	252 000		.		25213659
	DEPENSES DIVERSES	100000	15472441	790 000		.		16302441
	DEP. D'INTERVENTIONS PUBLIQUES			21696000		.		21696000
	DEP. SUR EXERCICES ANTERIEURS	11000000	600 000	400 000		.		12200000
	TOTAL	31 057 100	20 477 000	23138 000	0	0	0	119625100

B - B U O G E T A N N E X E G E S T I O N 2006 REMANIE

(En Milliers de Francs)

SEC-TIONS	DESIGNATION	DEPENSES DE PERSONNEL	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	DEPENSES DE TRANSFERT	ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS	DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL PAR SECTION
						FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMENT EXTERIEUR	
	FONDS NAT, RETRAITES ou DENIN	513660	473657	23210000	213683			24 411 000
	TOTAL	513660	473 657	23210000	213683	0	0	24 411 000

C - AUTRES BUDGETS GESTION 2006 REMANIE

(En Milliers de Francs)

SEC-TIONS	DESIGNATION	DEPENSES DE PERSONNEL	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	DEPENSES DE TRANSFERT	ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS	DEPENSES EN CAPITAL		TOTAL PAR SECTION
						FINANCEMENT INTERIEUR	FINANCEMENT EXTERIEUR	
	CAISSE AUTONOME D'AMORT.			1 388 000		.		1388 000
	FONDS ROUTIER	.		6801000				8801000